

BOUIRA

206 travailleurs de Carravic en grève depuis le 8 août dernier

Selon les représentants syndicaux rencontrés dimanche au niveau du siège de la wilaya, une plate-forme de revendications, qui s'articule sur huit points, a été remise à la direction générale, sise à El-Esnam.

Jusqu'à présent et malgré la grève qui dure depuis plus de 15 jours, ni les responsables de l'entreprise ni ceux du groupe n'ont daigné répondre ou rencontrer les travailleurs pour discuter de cette plate-forme.

Pour rappel, les travailleurs exigent la revalorisation du salaire à hauteur de 50%, le paiement des heures supplémentaires cumulées depuis... 1992, le paiement de la PRC sur la base des anciens barèmes, l'application du règlement intérieur sur tous les travailleurs sans exception, les promotions en associant le partenaire social, l'arrêt de toute dilapidation et, enfin, l'association du comité de participation dans toutes les décisions et la remise des PV de réunions et autres registres de gestion.

Rappelons que l'entreprise Carravic (carrefour de l'aviculture) de Bouira est une entreprise qui possède deux unités, l'une située à El-Esnam, à 10 km au sud-ouest de Bouira, et l'autre à Aïn-Laloui à 18 km au sud-ouest de Bouira.

Cette entreprise, qui dépend du groupe avicole Centre, est spécialisée dans la production des œufs de couvée ainsi que des poussins d'un jour. Actuellement la production journalière des deux unités tourne autour de 45 000 œufs/jour.

Durant la grève, les travailleurs assurent un service minimum pour l'évacuation des œufs et leur



Photo : DR

stockage, mais d'après le P-DG que nous avons rencontré dans l'après-midi de samedi dernier, les œufs ne peuvent pas être stockés indéfiniment et passé quelques jours, ceux-ci deviennent inutilisables.

Aussi, pour limiter les dégâts et les pertes sèches de l'entreprise qui risque de voir des centaines de milliers d'œufs pourrir (au 18 août dernier, plus de 600 000 œufs étaient déjà stockés dont plus de 180 000 étaient impropres à l'incubation et devaient être reversés vers la consommation), pour cause de leur non-placement au niveau des deux couvoirs, fermés pour cause de grève, les responsables de l'entreprise Carravic avaient pensé au transfert d'une grande quantité vers les couvoirs des autres unités du groupe avicole Centre.

Pour ce faire, la force publique a été réquisitionnée jeudi dernier pour obliger les techniciens exerçant au niveau des couvoirs d'assurer leur travail et superviser les chargements et le transfert de ces œufs vers les autres unités.

Dimanche, et tandis que la grève se poursuit toujours, les représentants syndicaux des

grévistés étaient venus voir le wali pour comprendre pourquoi la force publique a été mobilisée pendant la journée de jeudi alors qu'il n'y avait ni insurrection ni émeutes.

Les représentants des travailleurs n'ont pas pu voir le wali ni aucun autre responsable. Cependant, le P-DG de l'entreprise, Boualem Allah Mesaoud, que nous avons rencontré dans son bureau à El-Esnam, a bien voulu éclairer l'opinion publique ainsi que les travailleurs.

Ainsi, concernant la réquisition de la force publique, celle-ci n'a pas été faite par ses soins mais par les autorités et ce, en se basant sur l'article 41 de la loi 90-02 du code du travail.

En effet, dans cet article, on y lit : «Il peut être ordonné, conformément à la législation en vigueur, la réquisition de ceux des travailleurs en grève occupant dans des institutions ou administrations publiques ou dans des entreprises, des postes de travail indispensables à la sécurité des personnes, des installations et des biens, ainsi qu'à la continuité des services publics, essentiels à la satisfaction des besoins vitaux

du pays ou exerçant des activités indispensables à l'approvisionnement de la population.»

En outre et s'agissant des points évoqués dans la plate-forme, le P-DG rappelle d'emblée que les responsables du directoire se sont déplacés dès le 28 juillet, le lendemain du dépôt du préavis de grève, pour rencontrer les représentants des travailleurs.

A l'issue de cette rencontre, il a été clairement dit aux représentants que le groupe est disposé à discuter de cette plate-forme, notamment les points relatifs aux salaires et aux indemnités et primes mais que cela se fera après la rencontre de la tripartite qui aura lieu à la rentrée sociale. La même réponse a été reformulée par un membre du directoire dépêché le mercredi 12 août à El-Esnam où il a rencontré les représentants syndicaux. Cependant, malgré ces promesses, les travailleurs ont persisté dans leur mouvement de grève.

Par ailleurs, et s'agissant des points évoqués, le P-DG rappelle que l'entreprise Carravic avait opéré des augmentations de salaire en 2008 jusqu'à 7% pour les

travailleurs de manutention, alors que pour la revalorisation des primes et indemnités, celle-ci a été faite dans le cadre de l'application de la convention de branche agroalimentaire signée en octobre 2006 et mise en application dès janvier 2007.

En outre, le P-DG souligne que la PRC a été élaborée d'une manière concertée avec le partenaire social qui avait accepté d'instaurer un système de calcul identique pour tout le groupe Onab duquel dépend le groupe avicole.

S'agissant des heures supplémentaires, le P-DG dira que celles-ci avaient fait l'objet de plusieurs recherches, mais limitées aux cinq dernières années telles que stipulées par la loi qui rend la période au-delà de 5 ans prescriptible. Tous ceux qui avaient formulé la demande de récupération ont été satisfaits.

Au sujet de la non-association du comité de participation aux décisions et la gestion de l'entreprise, le P-DG nous montrera plusieurs envois mensuels dans lesquels il remet au comité de participation tous les documents de gestion et de comptabilité mensuelle.

Enfin, au sujet des points relatifs aux promotions et autres applications du règlement intérieur, M. Boualem Allah nous dira que cela relève de ses propres prérogatives.

En tout état de cause, le premier responsable de l'entreprise Carravic se dit ouvert à toute discussion pour trouver un terrain d'entente afin de sauvegarder l'entreprise et les emplois de centaines de travailleurs et surtout assurer un approvisionnement régulier du marché national en poulet de chair qui est très demandé.

Y. Y.

ARRESTATION D'UN GROUPE DE RECELEURS DE PIÈCES DÉTACHÉES À BLIDA Le débat sur l'origine de la «casse» relancé

Sans receleurs, les voleurs de voitures n'ont presque pas lieu d'exister. Si ces derniers continuent à exercer leur sale besogne, c'est parce que le butin de leurs vols trouvent preneur ailleurs. Et c'est ce qui a été confirmé tout dernièrement lorsqu'un jeune homme de 19 ans, repris de justice, a pénétré par effraction dans le garage d'un parent à lui pour lui voler une voiture de marque Renault Symbol, une moto et un groupe électrogène.

A peine la plainte déposée par la victime, les policiers de la 3e sûreté urbaine de Blida avaient flairé une piste qui s'avérera la bonne. C'est celle du neveu. Les perquisitions effectuées dans le domicile de ce dernier se solderont par la découverte de quelques pièces du véhicule volé dont le capot mais le gros lot a été déjà racheté par trois receleurs dont un repris de justice notoire domicilié à Boufarik.

Présentés jeudi dernier devant le procureur de la République près le tribunal de Blida, le principal auteur et son complice ont été écroués et deux autres placés sous contrôle judiciaire.

Cette affaire vient une fois de plus relancer le débat sur la vente de la «casse» dont la provenance de la pièce demeure inconnue d'autant que l'importation de la pièce détachée d'occasion est interdite.

M. B.

BRÈVES DE KHENCHELA

Logements FNPOS : la galère

«La patience a des limites, on n'en peut plus de courir après les chimères tant nos démarches et réclamations sans cesse renouvelées sont demeurées vaines auprès des services censés améliorer un quotidien et une situation des plus pesants.» C'est en ces termes que «les futurs» bénéficiaires des logements FNPOS, dont la liste a été affichée en juillet 2008 de même pour les recours, ont bien voulu nous résumer la situation «floue» dans laquelle ils se débattent. Les bénéficiaires ont entamé toutes les démarches administratives auprès des services concernés et la commission d'attribution a rendu publics les noms des futurs propriétaires de ces logements après une étude approfondie, les procédures de recours ont été entamées par les gens que ne figuraient pas dans les listes affichées depuis l'été 2008, mais depuis cette période absolument rien et toutes les démarches et les réclamations sont restés sans réponse.

En plus, les logements, fin prêts à la distribution, sont soumis depuis quelques temps à des pillages, affirment les futurs bénéficiaires et résidents de ces cités qui affichent un grand doute sur les promesses faites par le FNPOS. Devant cette situation, les futurs résidents interpellent le ministre de l'Habitat, le wali de Khenchela et tous les autorités concernées pour trouver une solution à ce problème.

7 magasins fermés et 165 dossiers devant le tribunal

Les services de contrôle et d'inspection de la direction du commerce ont multiplié leurs sorties à travers le territoire de la

wilaya. Ainsi, on a enregistré 296 interventions, 165 commerçants sont poursuivis en justice, la fermeture de 7 magasins et propositions de fermeture de 11 autres. Selon une source bien informée, les causes essentielles de ces décisions sont la non-facturation, la détention de produits périmés et impropres à la consommation, l'absence de conditions de stockage pour les produits de large consommation et celle du registre du commerce. Dans le même cadre, les mêmes services ont estimé les marchandises saisies pour défaut de facturation et commerce illicite à 20 millions de centimes.

Des produits de large consommation tels que la viande, les produits laitiers et la viande ont fait l'objet de contrôle et d'analyses, ce qui permettra de prendre des décisions fermes durant ce mois de carême.

Les services du commerce lance un appel aux services de la gendarmerie et de la police pour unifier les efforts dans le but de préserver la vie du consommateur.

Les chauffeurs des taxis urbains menacent de recourir à la grève

Les chauffeurs des taxis urbains affiliés à l'UGTA semblent déterminés à aller jusqu'au bout de leurs revendications. Un arrêt de travail de 8 jours sera observé la semaine prochaine au cas où aucune solution n'est trouvée à leurs problèmes.

L'envahissement des différentes stations réservées aux taxis urbains, les commerces illicites et le silence absolu des autorités locales envers les dépassements enregistrés par les uns et les autres ne cessent de provoquer le courroux des protestataires

qui affirment que plusieurs correspondances ont été adressées aux services concernés mais, hélas, aucune mesure concrète n'a été prise. Alors, devant ce dilemme, les transporteurs ont décidé d'interpeller le wali, le directeur général de la Sûreté nationale et les autorités locales pour enquêter sur ces points et prendre les décisions nécessaires et urgentes pour permettre à ces transporteurs de travailler dans de bonnes conditions au service du citoyen.

Saisie d'une importante quantité de «cacher» impropre à la consommation

Les services du commerce de la wilaya de Khenchela, en coordination avec la brigade financière et économique de la Sûreté nationale, ont intercepté un camion immatriculé dans la wilaya de Constantine transportant une grande quantité de «cacher» destinée à la distribution et impropre à la consommation vu les conditions de stockage dans cette période de canicule. Interpellé par les services de la qualité et du contrôle, le chauffeur a déjà livré la moitié de la quantité aux différents magasins du centre-ville, ce qui a déclenché la sonnette d'alarme auprès de ces mêmes services pour récupérer cette matière et éviter le pire tandis que le reste (une grande quantité) a été détruit par les services de la répression des fraudes. Un PV a été établi pour procéder aux poursuites judiciaires dans les prochaines jours contre le propriétaire du camion.

Benzaïm Abdelouhab